



16 Septembre 2021

## **“Il n'y a pas de justice climatique sans commerce équitable”.**

**Dans une note de position, les organisations de commerce équitable demandent l'inclusion des petit·e·s exploitant·e·s agricoles et des travailleur·euse·s dans les solutions climatiques, alors que l'attention mondiale se concentre sur la crise climatique avant la COP26.**

**BONN, Allemagne** Pour résoudre la crise climatique et garantir un avenir durable pour tou·te·s, les principales organisations de commerce équitable dans le monde appellent aujourd'hui la communauté internationale à s'attaquer à l'injustice dans les relations commerciales, à renforcer la transparence et la redevabilité dans les chaînes d'approvisionnement, et à garantir des mécanismes de financement du climat, et des revenus et des salaires décents pour les petit.e.s producteur.rices agricoles, les artisans et les travailleur·euse·s du monde entier.,

Dans une note de position publiée avant la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2021, également connue sous le nom de COP26, Fairtrade, l'Organisation mondiale du commerce équitable, le Fair Trade Advocacy Office et 14 autres signataires du mouvement mondial du commerce équitable ont souligné les étapes critiques jugées nécessaires pour parvenir à une pleine justice climatique. Elles exhortent le secteur privé à accroître la transparence et la redevabilité en matière de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement, elles appellent à un renforcement des réglementations environnementales et des règles commerciales et elles demandent un accès facilité à des mécanismes de financement appropriés pour les petit·e·s exploitant·e·s agricoles et les producteur.rices.

Selon les organisations signataires, si ces mesures ne sont pas mises en place, les ambitions climatiques de la communauté internationale continueront de laisser de côté les communautés les plus vulnérables de la planète, en particulier les petit·e·s exploitant·e·s et producteur.rice·s agricoles, qui sont de plus en plus touché·e·s par les conséquences des changements climatiques.

"Les agriculteur·rice·s et les travailleur·euse·s agricoles de notre planète sont en première ligne de la crise climatique mondiale. Mais loin d'être des victimes, ils et elles font partie intégrante du développement de ces solutions climatiques clés qui peuvent inverser la dégradation de l'environnement et ouvrir la voie à un avenir plus durable", **a déclaré la Dr Nyagoy Nyong'o, directrice internationale de Fairtrade International.**



"C'est pourquoi le mouvement du commerce équitable élève la voix dans cette note de position ambitieuse - pour garantir que les agriculteur·rice·s et les travailleur·euse·s agricoles soient inclu·se·s dans les résultats de la COP26 ; pour leur garantir des revenus équitables ; et pour reconstruire un monde post-Covid meilleur et plus vert."

**Organisée à Glasgow, en Écosse, du 31 octobre au 12 novembre 2021**, la COP26 réunira les dirigeant·e·s mondiaux et les principales parties prenantes pour discuter des ambitions de la communauté internationale en matière de climat et de la voie à suivre pour reconstruire durablement un monde post-Covid-19.

Dans ce contexte, le mouvement du commerce équitable appelle les dirigeant·e·s mondiaux à atteindre immédiatement leurs objectifs climatiques en :

- Exhortant les gouvernements à imposer des mesures de transparence et de redevabilité pour les chaînes d'approvisionnement du secteur privé tout en œuvrant pour garantir des moyens de subsistance durables aux petit·e·s producteur·rice·s et travailleur·euse·s agricoles et non agricoles ;
- Exigeant un accès facilité au financement climatique aux petit·e·s exploitant·e·s agricoles, aux producteur·rice·s, aux artisans et aux travailleur·euse·s qui leur permette de s'adapter et de devenir plus résilientes aux changements climatiques tout en basculant vers une production à émissions nettes nulles sur la ferme ;
- Appelant le secteur privé à payer la juste valeur, des prix équitables, et à respecter des pratiques commerciales équitables pour s'assurer que les producteur·rice·s aient les moyens d'investir dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ses effets" ;
- et faire pression pour des conditions juridiquement contraignantes intégrant les normes environnementales les plus élevées dans une nouvelle politique commerciale mondiale durable.

"Un système économique qui prospère sur l'exploitation des ressources de notre planète et de ses habitant·e·s est un système économique en panne", **a déclaré Juan Pablo Solís, conseiller principal de Fairtrade pour l'environnement et le climat.** "Et les mesures climatiques qui excluent l'équité et la justice climatique du cœur de leurs objectifs sont des mesures qui, une fois de plus, ne permettront pas une véritable action climatique. À Glasgow, les dirigeantes



mondiaux devront penser de manière inclusive s'ils veulent avoir un impact significatif dans la création d'un avenir durable pour tou-te-s."

Citant les recherches du FIDA/CPI, la note de position du mouvement du commerce équitable sur la COP26 souligne que moins de 2 % du financement climatique parvient aux petit-e-s agriculteur-ric-e-s. Les critères et procédures d'attribution des mécanismes de financement tels que le Fonds vert pour le climat doit être alignés sur les petit-e-s producteur-ric-e-s et leurs organisations afin qu'ils et elles puissent y accéder et les gérer de manière non bureaucratique.

"Les communautés en situation de marginalisation à travers le monde subissent les conséquences les plus graves des changements climatiques alors que leurs pratiques de production et leurs choix personnels ont le moins contribué à la crise climatique actuelle", a déclaré Roopa Mehta, présidente de WFTO. "La justice climatique exige que ces communautés aient un siège à la table des négociations - que leurs voix soient entendues et que leurs préoccupations soient prises en compte."

"Les modèles économiques du commerce équitable contribuent à la prospérité et au bien-être des populations les plus marginalisées, en garantissant la justice dans les échanges commerciaux", poursuit Mehta. "Nous exhortons les grandes entreprises, les décideur-euse-s politiques et les autres parties prenantes à œuvrer collectivement en faveur de la justice commerciale et climatique pour construire un avenir plus juste et durable."

**Sergi Corbalán, directeur général du Fair Trade Advocacy Office basé à Bruxelles, fait écho à l'appel de Mehta.**

"Le monde est face à un tournant décisif et le statu quo n'est tout simplement pas une option", a déclaré Corbalán. "Les gouvernements doivent établir le cadre politique adéquat pour un commerce mondial équitable et durable. Cela implique de ne pas hésiter à légiférer, car le fait de compter exclusivement sur les engagements volontaires et les forces du marché ne nous rapprochera pas de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris."

###

[Contact Presse Fairtrade International](#)

**Andrew Zaganelli Giacalone**  
*Senior Advisor, Media Relations*  
Fairtrade International  
a.giacalone@fairtrade.net  
+49 172 5468527



### [A propos de Fairtrade International](#)

Fairtrade change la façon dont le commerce fonctionne en donnant la priorité aux agriculteur·rice·s et aux travailleur·euse·s. Cela signifie de meilleurs prix, des conditions de travail décentes et un pouvoir commercial accru pour les petit·e·s producteur·rice·s. Montrant l'exemple, les producteur·rice·s représentent 50% de la gouvernance de Fairtrade. Fairtrade International est une organisation indépendante à but non lucratif qui représente 1,8 million d'agriculteur·rice·s et de travailleur·euse·s dans le monde. Elle est propriétaire du label FAIRTRADE, une marque déposée apparaissant sur plus de 30 000 produits, qui est le label de durabilité le plus reconnu et le plus fiable au monde. Fairtrade International et ses organisations membres collaborent avec les entreprises, engagent les acheteurs, activent la société civile et autonomisent les producteur·rice·s, afin d'instaurer un avenir équitable et durable - un avenir ancré dans la justice sociale.

Pour en savoir plus, consultez le site [www.fairtrade.net](http://www.fairtrade.net).

### [A propos de la FTAO](#)

Le Bureau de plaidoyer pour le commerce équitable catalyse la collaboration au sein du mouvement international du commerce équitable sur les activités de politique, de plaidoyer et de campagne ; facilite la co-création et le partage de connaissances sur les politiques et les pratiques du commerce équitable ; et dirige le travail de plaidoyer sur la législation et les politiques de l'Union européenne, et leur mise en œuvre.

### [A propos de la WFTO](#)

La WFTO est la communauté mondiale et le vérificateur des entreprises sociales qui pratiquent pleinement le commerce équitable. Répartis dans 76 pays, les plus de 400 membres de WFTO existent tous pour servir les communautés marginalisées. Par le biais d'évaluations par les pairs et d'audits indépendants, WFTO s'assure que ses membres sont des entreprises orientées vers leur mission et qui placent les personnes et la planète au premier plan dans tout ce qu'elles font. Les membres de WFTO possèdent le label "Guaranteed Fair Trade" et, une fois qu'ils ont été entièrement vérifiés, ils peuvent l'utiliser sur tous leurs produits. Leur impact direct comprend plus de 965 000 revenus soutenus par les opérations et les chaînes d'approvisionnement de ces entreprises. WFTO est géré démocratiquement par ses membres, qui font partie d'une communauté plus large de plus de 1 000 entreprises sociales et 1 500 magasins.